



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## **Autorité Environnementale** Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas, sur le projet dénommé  
« Modification de la piste de ski alpin « Retour Bergers » »,  
sur la commune de Huez (Isère)**

**Décision n° 2017-ARA-DP-00633  
G 2017-003842**

**Décision du 09/08/2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2017-277 du 19 juin 2017 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature au titre des attributions générales à madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2017-07-20-86 du 20 juillet 2017 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue et considérée complète le 4 juillet 2017, enregistrée sous le numéro 2017-ARA-DP-00627, déposée par la société d'aménagement touristique de l'Alpe d'Huez (SATA) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 18 juillet 2017 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 26 juillet 2017;

**Considérant la nature du projet :**

- qui prévoit une modification avec un élargissement d'une piste existante ;
- qui nécessite des terrassements sur une surface cumulée de 1,6 ha ;
- qui comprend l'ajout de 7 enneigeurs ;
- qui relève de la rubrique n°43b (relative aux pistes de ski) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (nouvelle nomenclature) ;

**Considérant la localisation du projet :**

- dans un secteur déjà anthropisé, sur une piste existante, au sein du domaine skiable de la commune,
- en dehors des zones d'inventaire appelant à la vigilance du point de vue de l'environnement et en dehors des zonages réglementaires de protection de l'environnement,
- en dehors des périmètres de protection de captages d'eau potable ;

**Considérant** que le projet est annoncé comme évitant une zone humide associée à une résurgence, située en bordure aval de celui-ci et dont le projet ne devra pas perturber l'alimentation ;

**Considérant** que le dossier de demande est assorti de préconisations qu'il importerait de bien respecter (cf. notice environnementale pages 69 à 72) ;

**Considérant**, en ce qui concerne le cas particulier de l'extension du réseau de neige de culture annoncée comme étant associée au projet :

- que celle-ci n'est pas traitée au sein de la notice jointe au dossier de demande ;
- qu'en égard au caractère tendu de la gestion de la ressource en eau sur l'ensemble de ce secteur, celle-ci est considérée comme ayant vocation à entrer dans le cadre global du développement du

réseau « neige de culture » de la commune, dont les impacts en termes de prélèvement doivent être évalués de façon globale ;

- qu'elle ne peut donc être couverte par la présente décision ;

## DÉCIDE :

### Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « **Modification de la piste de ski alpin « Retour Bergers »** », duquel est extraite l'extension du réseau neige de culture associée, **sur la commune de Huez (Isère)**, objet du formulaire n°2017-ARA-DP-00633, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations et autorisations en application du droit des sols, et le cas échéant, une dérogation au titre des espèces protégées visée à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

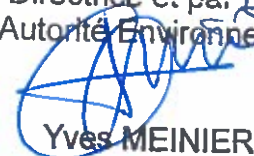
Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Pour la Directrice et par Déléation,  
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

## **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON cedex 03